



déclaration CTSD 33 du 14/10/2015

**Monsieur le Directeur Académique,**

Dans un contexte économique difficile, où la question du pouvoir d'achat est la première préoccupation des salariés, l'Unsa Education fait le choix d'un syndicalisme utile et de proximité. Un syndicalisme responsable de négociations résolument ancré dans le réel. C'est pourquoi nous avons signé l'accord sur les salaires et les carrières dans la Fonction publique.

Depuis quelques années, les enquêtes sur le pouvoir d'achat sont comparables aux marronniers des journalistes, elles arrivent régulièrement pour dire la même chose : le pouvoir d'achat des enseignants baisse. La dernière livraison de l'Insee le constate encore.

L'Unsa Education essaie de lutter contre cette dégradation. Ainsi le SE-Unsa a décidé de relancer, à cette rentrée, la pétition pour obtenir une augmentation de l'ISAE.

Dans une réponse écrite adressée au SE-Unsa en novembre 2014 le ministère avait confirmé sa volonté de rapprocher le montant de l'ISAE de celui de l'ISOE versée aux enseignants du 2<sup>nd</sup> degré, au cours des trois années suivantes. Une pétition en cours montre la mobilisation collective à voir se concrétiser **la reconnaissance d'une équité de traitement 1<sup>er</sup> / 2<sup>nd</sup> degré** concernant des tâches comparables, à savoir le suivi et l'accompagnement des élèves.

Concernant la Réforme du collège, l'Unsa Education accueille favorablement le programme de formation qui sera mis en place sur notre académie, tout particulièrement les formations inter-degrés qui sont prévues à la rentrée 2016. En effet, cette Réforme prendra tout son sens quand se rejoindront deux cultures pédagogiques, l'une portée par les IEN du premier degré et l'autre par les IA-IPR du second degré. **L'Unsa Education entend y prendre toute sa part.**

Ce CTSD est convoqué pour faire le bilan de la rentrée 2015 dans le même temps où la rentrée 2016 se prépare. Ce bilan doit donc être l'occasion de pointer les difficultés

de notre département pour en tenir compte dans une volonté d'amélioration au service de la réussite de tous les élèves girondins.

**Dans le premier degré**, les éléments de bilan font apparaître la poussée démographique attendue et la dotation en postes n'a pas permis d'ouvrir partout où cela était nécessaire au regard des effectifs en particulier dans les écoles du segment 3. Le P/E de la Gironde reste encore cette année en-dessous de la moyenne nationale et pénalise les 26 postes supplémentaires de Brigade créés, du fait de la dizaine de postes restés non pourvus à la rentrée. Un rapide calcul permet de considérer que ce seront donc seulement 16 postes supplémentaires de Brigade disponibles au long de l'année, sauf à envisager des inéats tardifs. Vous nous avez fait parvenir, Monsieur le Directeur Académique, un bilan concernant le remplacement, ou son défaut, sur les 2 dernières années dans le 1<sup>er</sup> degré. Que sont 16 ETP pour les quelques 5 500 journées non-remplacées du pôle congés maladie ordinaire de l'an passé ?

Monsieur le Directeur Académique, de fait, vous prévoyez, à un mois et demi de la rentrée, 25 inéats supplémentaires, nécessité dont l'Unsa Education vous avait avisé dans le cadre de plusieurs instances précédemment réunies. Le mouvement intra-départemental devrait pourtant être clos à ce moment de l'année. Faut-il en comprendre que le calibrage décidé par le Recteur qui régit les permutations informatisées n'était pas ajusté aux besoins réels de notre département ? Cela sera donc quelques 50 inéats qui intégreront notre département cette année que l'Unsa Education, au-delà de la satisfaction d'accueillir ces nouveaux collègues, met en regard des 95 entrants lors de la phase des permutations de mars. Ce ratio montre que la phase manuelle des inéats/exéats n'est plus une variable d'ajustement mais un mouvement complémentaire, ce que l'Unsa Education bien évidemment dénonce.

**L'Unsa Education renouvelle sa demande d'un calibrage à la hauteur des réels besoins de notre département.**

L'Unsa Education vous alertait sur les difficultés rencontrées dans les répartitions des TRS et la composition de leur service fractionné. Vous nous avez annoncé, Monsieur le Directeur Académique, lors de la CAPD du 8 septembre, une remise à plat de la gestion des TRS, notamment pour respecter la réglementation en matière de décharge de direction. L'Unsa Education a réalisé une nouvelle enquête en cette première période à destination des directeurs de toutes les écoles de Gironde. Si une majorité des journées et demi-journées de décharge sont assurées, en revanche ici ou là, dans quelques circonscriptions, persistent des dysfonctionnements :

- des interprétations des textes qui permettraient de ne pas octroyer l'intégralité des décharges fixées par la circulaire ;
- des décharges de direction assumées par des remplaçants ZIL ou Brigade ;
- 2 enseignants différents assurant une même décharge de direction ce qui aboutit à faire tourner 3 enseignants de manière hebdomadaire sur une même classe ;
- des directeurs prévenus le jour même de la venue d'un remplaçant pour les décharger ;
- le positionnement forcé des journées fractionnables intégralement en début d'année en oubliant que les tâches du directeur s'étalent sur l'année scolaire.

**L'Unsa Education demande que les décharges de direction de toutes les écoles soient comptabilisées en ETP et prises en compte dans la définition des services des TRS.**

**Dans le second degré**, l'UNSA Education souligne que le quotidien est toujours difficile dans les établissements. Certes la Gironde a disposé à cette rentrée d'un solde de 108 postes, c'est un point positif pour notre département mais l'augmentation démographique surtout dans les lycées limite les effets bénéfiques. Sept postes en collège avec 189 élèves en moins sont les bienvenus ; il n'empêche que les écarts sont grands entre les établissements : la moyenne des élèves en 3<sup>o</sup> dans la Métropole hors réseau prioritaire s'élève à près de 29 élèves par classe. Les classes surchargées rendent difficiles les conditions de travail pour les enseignants, d'apprentissages pour les élèves et de préparation aux examens. Le nombre de collègues à complément de services a augmenté surtout celui effectué dans une autre commune accentuant le temps de travail et la fatigue notamment avec les déplacements qui sont longs pour certains d'entre eux en temps.

Pour les stagiaires en Gironde, affectés à la va-vite en juillet sans groupe de travail, nous regrettons que le plan de formation prévu ne puisse être mis en œuvre dans sa totalité. Certains établissements ont encore de nombreux stagiaires à qui le chef d'établissement confie à juste titre des classes de seconde ; mais un nombre trop important de stagiaires peut poser problème.

En documentation des efforts restent à faire tant leur rôle est primordial. Certains établissements n'ont pas encore les postes définitifs nécessaires pour permettre aux élèves comme aux enseignants le travail attendu dans un monde de plus en plus numérique où l'apprentissage des outils de recherche et l'œil critique des sources numériques est un impératif pour la formation des élèves et des futurs citoyens.

L'Unsa Education le répète, une fois de plus, il va falloir **intégrer cette tendance structurelle de l'augmentation des effectifs en Gironde dans le cadre d'un plan de rattrapage** si l'on veut réellement rétablir l'équité sur le territoire national.

**Pour l'UNSA-Education**

Céline GRAVELLIER

Evelyne FAUGEROLLE

Cédrine SANCIER

Evelyne BRUN

Cathy GAUDIN

Christophe FLOREAN